

## 15ème législature

<b>Question N° :</b> 15713	De <b>M. Patrice Anato</b> ( La République en Marche - Seine-Saint-Denis )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Armées		<b>Ministère attributaire</b> > Armées
<b>Rubrique</b> > politique extérieure	<b>Tête d'analyse</b> > Conséquences du retrait américain de Syrie	<b>Analyse</b> > Conséquences du retrait américain de Syrie.
Question publiée au JO le : <b>01/01/2019</b> Réponse publiée au JO le : <b>04/02/2020</b> page : <b>811</b>		

### Texte de la question

M. Patrice Anato interroge Mme la ministre des armées sur les conséquences du retrait des forces armées américaines de Syrie. Le président de la République des États-Unis d'Amérique a décidé de retirer les troupes américaines engagées en Syrie dans la coalition anti-Daech considérant que le groupe État Islamique avait été éradiqué. La coalition arabo-kurde a d'ores et déjà annoncé que ce retrait pourrait lui faire perdre le contrôle de nombreux djihadistes étrangers. La déstabilisation de la zone étant liée à plusieurs événements tragiques en France, il lui demande de bien vouloir préciser quelle est la position du Gouvernement sur les conséquences du retrait des forces américaines en Syrie et de l'action de soutien française.

### Texte de la réponse

En octobre dernier, le Secrétaire à la Défense des États-Unis annonçait un retrait complet des forces américaines de Syrie. Une première annonce de départ avait déjà été effectuée par le président Trump en décembre 2018, à l'époque non suivie d'effets. Après que les troupes américaines eurent opéré un retrait de la région frontalière, la Turquie lançait l'opération « Source de Paix », qui visait une partie des forces kurdes considérées comme terroristes par Ankara. La décision initiale des Américains de retrait de leurs troupes de Syrie a permis le déclenchement d'une offensive qui a nui à l'efficacité de notre lutte contre le terrorisme djihadiste dans la région, en ciblant les forces kurdes. Celles-ci, réunies au sein des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), sont les partenaires locaux de la Coalition dans la lutte contre Daech. A cet effet, nous avons dès ses débuts, dénoncé l'offensive turque qui fragilisait nos partenaires FDS, lesquels ont payé un lourd tribut dans la lutte contre Daech (11 000 combattants), ce qui devait susciter notre reconnaissance. Néanmoins, à l'issue d'un infléchissement américain, le retrait initial des troupes de Washington s'est finalement converti en redéploiement d'un contingent résiduel substantiel dans une zone de sécurité située au nord-est du pays. Nos partenaires américains ont exprimé leur volonté de poursuivre le combat contre Daech et le soutien aux FDS. Le réajustement à la baisse du dispositif américain, ne saurait remettre en cause notre priorité en Syrie : la poursuite de la lutte contre les résurgences de Daech. Il n'y aura pas de stabilisation durable en Syrie sans solution politique. Face à un régime particulièrement intransigeant, et alors que nos propositions de coopération avec la Russie ne trouvent pas d'écho probant à Moscou, le soutien de la coalition aux FDS est important pour peser sur l'équation générale. Par ailleurs, la France s'engage à poursuivre le travail politique comme solution de sortie de crise en Syrie, qu'il s'agisse des travaux en cours du comité constitutionnel, du processus de Genève, ou encore du groupe d'Istanbul. La France continuera en tout cas d'exercer une grande vigilance sur cette question, qui fait l'objet de fréquents échanges, à tous les niveaux, avec les Américains.